

Mélanie Tritten

Les contrats complexes et les complexes de contrats

Étude sur les contrats liés en droit suisse



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**
FACULTÉ DE DROIT

Schulthess
ÉDITIONS ROMANDES



2024

Table des matières

Remerciements	VII
Sommaire	IX
Table des abréviations	XI
Introduction	1
Première partie : Présentation générale des contrats liés....	7
Chapitre 1 : Notion générale de « contrats liés »	9
Section I. Recherche d'une définition unique	9
§ I. Terminologie.....	9
§ II. Proposition d'une définition générale	11
§ III. Distinction fondamentale entre contrats complexes et complexes de contrats	12
Section II. Éléments caractéristiques.....	14
§ I. Pluralité de contrats.....	14
A. Principe.....	14
B. Délimitations	15
§ II. Existence d'une liaison entre les contrats	16
§ III. Interactions entre les contrats.....	17
A. Principe et effets généraux du lien de dépendance	17
B. Étendues du lien de dépendance.....	18
1. Aspects de la dépendance	18
a. Lien génétique	19
b. Lien fonctionnel au sens étroit.....	19
c. Lien conditionnel	19
2. Dépendance réciproque ou unilatérale	20

Chapitre 2 : Critères généraux de liaison	23
Section I. Fondements du lien de dépendance	23
§ I. Volonté des parties : principe de la liberté contractuelle	23
§ II. Fondements légaux.....	25
Section II. Détermination de l'existence d'une liaison	26
§ I. Dépendance (économique) des contrats comme motif de liaison.....	26
A. Existence d'une dépendance économique ou d'une autre nature entre les contrats.....	26
1. Participation des contrats à la réalisation d'un objectif global	27
2. Contrats nécessaires et insuffisants.....	28
B. De l'interdépendance économique à l'interdépendance juridique.....	29
§ II. Existence d'un accord de couplage	30
A. Définition de l'accord de couplage	31
1. Objet : accord sur la liaison.....	31
2. Qualification	32
B. Manifestations de volonté des parties	33
1. Accord de fait (interprétation subjective).....	34
2. Accord de droit (interprétation objective).....	35
C. Complètement de l'accord : étendue du lien de dépendance.....	37
1. Existence d'une lacune.....	38
2. Méthodes de comblement.....	38
Section III. Restrictions à la liberté contractuelle	39
§ I. Interdictions légales de couplage	40
A. Nullité des transactions couplées en droit du bail.....	40
1. But et champ d'application de l'art. 254 CO.....	40
2. Conditions de l'illicéité	42
a. Subordination.....	42
b. Absence de relation directe avec la chose louée.....	43

c. Quelques illustrations	45
3. Conséquences de l'illicéité.....	46
B. Nullité des affaires liées en droit de la concurrence	47
C. Nullité en droit de la consommation et contrôle des conditions générales	48
§ II. Simulation et pouvoir d'appréciation du juge.....	49
Synthèse de la Première partie	53
Deuxième partie : Contrats complexes	55
Chapitre 1 : Notion de contrat complexe.....	57
Section I. Définition générale du contrat complexe	57
Section II. Éléments caractéristiques.....	60
§ I. Pluralité de contrats, accord unique.....	60
§ II. Contrats indissociables.....	62
Section III. Rapport avec les contrats mixtes	63
§ I. Problématique	64
§ II. Critères de distinction	65
A. Critère formel ?	66
B. Critère matériel	67
§ III. Une distinction théorique ?	69
Section IV. Casuistique.....	70
§ I. Contrats complexes dans la jurisprudence	70
§ II. Quelques cas particuliers illustrés dans la doctrine.....	73
Chapitre 2 : Formation d'un contrat complexe	77
Section I. Accord exprès	77
§ I. Utilité d'un accord exprès.....	77
§ II. Clauses expresses générales	78
A. Clause de couplage générale.....	78
B. Séparation des contrats : clauses d'intégralité et de « divisibilité »	79
§ III. Conditions suspensives et résolutoires.....	81

A.	Notion et intérêt des conditions suspensives et résolutoires	81
1.	Définition du contrat conditionnel.....	81
2.	Conditions comme outil de liaison	82
B.	Effets	84
1.	Précisions sur l'étendue du lien de dépendance	84
2.	Effets d'une condition suspensive.....	85
a.	Avant la réalisation de la condition	85
b.	Réalisation de la condition	86
c.	Défaillance de la condition	87
3.	Effets d'une condition résolutoire	87
a.	Avant l'avènement de la condition	87
b.	Après l'avènement de la condition	88
c.	En cas de non-avènement de la condition.....	88
4.	En cas d'empêchement frauduleux de l'avènement la condition (art. 156 CO).....	88
§ IV.	Précontrat	90
A.	Définition : engagement de conclure un contrat futur	90
B.	Précontrat comme outil de liaison.....	92
C.	Clauses d'architecte et d'entrepreneur	93
§ V.	Contrat-cadre.....	93
A.	Définition	94
B.	Contrat-cadre comme outil de liaison	95
Section II.	Absence de liaison expresse	96
§ I.	Rappel des règles générales d'interprétation.....	96
§ II.	Existence d'une liaison implicite	97
A.	Interdépendance économique et buts des contrats.....	97
1.	Principe général	97
2.	Exemples jurisprudentiels	98
B.	Autres indices de dépendance.....	99
1.	Unicité du document.....	100
2.	Négociations ou conclusions simultanées.....	100

3. Références mutuelles.....	101
4. Comportement des parties et ensemble des circonstances.....	103
§ III. Rejet du lien de dépendance	104
Chapitre 3 : Régime juridique du contrat complexe.....	107
Section I. Interactions et articulation entre les contrats	107
§ I. Principe général : sort juridique commun.....	107
§ II. Effets sur la coexistence des régimes juridiques.....	108
A. Problématique	109
B. Règles propres de chaque contrat	109
C. Conflit de règles et nécessité d'une réponse uniforme	111
Section II. Détermination des règles spéciales applicables	113
§ I. Pertinence des règles spéciales.....	113
§ II. Recherche du centre de gravité de l'accord	114
A. Principe général	114
B. Importance de l'accord de couplage	116
C. Illustrations.....	118
1. Pluralité de centres de gravité.....	118
2. Résiliation du contrat de conciergerie	119
3. Obligation de rendre compte (art. 400 CO).....	120
§ III. Critiques et question du caractère adapté de la norme.....	121
A. Application des règles spéciales impératives	121
1. Controverse : application sans réserve des règles impératives ?.....	121
2. Prise de position.....	123
a. Extension inadmissible du champ d'application de la norme impérative	123
b. Examen du but de protection lors de la recherche du centre de gravité.....	124
c. Confrontation à la réalité pratique	125
B. Complètement du contrat et application du droit dispositif.....	126

1. Controverse : droit dispositif ou volonté hypothétique des parties ?	127
2. Tempérament de la controverse et prise de position	128
Section III. Application concrète et illustrations	131
§ I. Conclusion et validité.....	131
A. Exigences de forme.....	131
1. Portée de l'exigence de forme légale.....	131
2. Application aux contrats complexes	133
B. Nullité d'un contrat	134
C. Invalidité : effet rétroactif ou non rétroactif.....	135
§ II. Exécution et inexécution	136
A. Exception d'inexécution (art. 82 CO).....	137
B. Inexécution et demeure.....	138
1. Application des règles de la demeure.....	138
a. En général	138
b. Relation entre les règles de la demeure et l'art. 404 CO	139
2. Inexécution en tant que juste motif de résiliation.....	140
§ III. Résiliation.....	141
A. Résiliation commune des contrats.....	141
B. Règles de résiliation applicables : quelques cas particuliers .	143
1. En présence d'un contrat de bail	143
a. Règles générales de résiliation	143
i) Principe.....	143
ii) Exemples jurisprudentiels	144
b. Prolongation du bail.....	145
c. Transfert de bail : application de l'art. 261 CO ?	146
i) Transfert de bail et contrats mixtes	147
ii) Transfert de bail et contrats complexes	147
iii) Appréciation.....	149
2. En présence d'un contrat de mandat (art. 404 CO).....	150
§ IV. Procédure	152

A. For	152
1. Compétence <i>ratione materiae</i>	152
2. Compétence <i>ratione loci</i>	153
a. Principe : prestation caractéristique ou élection de <i>for</i>	154
b. En cas de clause compromissoire	154
c. Problématique des clauses contradictoires	155
B. Procédure applicable	156
C. Droit applicable à un contrat complexe à caractère international	156
§ V. Comblement des lacunes en l'absence d'une règle légale	157

Synthèse de la deuxième partie 160

Troisième partie : Complexes de contrats..... 161

Chapitre 1 : Notion de complexe de contrats 163

Section I. Définition et considérations générales..... 163

Section II. Éléments caractéristiques..... 165

§ I. Pluralité de parties, pluralité de contrats 165

A. Parties en présence 165

B. Pluralité de contrats..... 167

 1. Relation économique entre les contrats..... 167

 2. Structures 168

 a. Chaînes de contrats..... 169

 b. Réseaux et ensembles de contrats..... 170

 c. Importance relative de la distinction 171

§ II. Indépendance des contrats 173

A. Principe de la relativité des contrats 173

 1. Présentation du principe en général 173

 2. Application aux complexes de contrats..... 174

 3. Inadéquation du principe avec la réalité économique 175

B. Déroptions à l'indépendance des contrats 176

Section III. Casuistique.....	179
§ I. Crédit lié.....	179
A. Crédit lié en tant que complexe de contrats.....	179
B. Conditions de l'art. 21 LCC.....	180
C. Critique de la reconnaissance limitée de la liaison.....	181
§ II. Sous-contrats.....	182
A. Définition générale du sous-contrat.....	182
B. Contrat principal et sous-contrat en tant que complexe de contrats.....	183
C. Sous-contrats principaux.....	184
1. Sous-traitance.....	184
2. Sous-location.....	185
3. Sous-mandat / substitution.....	187
§ III. Leasing indirect.....	188
A. Définition de l'opération de leasing (leasing indirect).....	188
B. Liaison des contrats.....	189
§ IV. Droit de la construction.....	190
§ V. Joint-venture.....	192
A. Définition.....	192
B. Joint-venture en tant que complexe de contrats.....	193
1. Éléments et contrats en présence.....	193
2. Relation entre les contrats.....	194
a. Accord de base et contrats satellites.....	194
b. Relations entre les contrats satellites.....	195
§ VI. Autres exemples divers.....	196

**Chapitre 2 : Coordination de l'existence des contrats, de leur
contenu et des règles de procédure 198**

Section I. Entrée en vigueur et fin des contrats.....	198
§ I. Coordination contractuelle de l'existence des contrats.....	199
A. Utilité.....	199
B. Formation des contrats.....	199

1. Condition suspensive.....	200
2. Précontrat.....	202
C. Fin des contrats	202
1. Condition résolutoire en général.....	203
2. Condition résolutoire implicite.....	205
§ II. Solutions en l'absence de coordination contractuelle.....	207
A. Impossibilité objective subséquente.....	208
1. Impossibilité d'exécution en présence d'un complexe de contrats.....	208
2. Distinction entre impossibilité d'exécution et inutilité ...	210
B. Vice de consentement.....	210
1. Principe.....	211
2. Application aux complexes de contrats.....	211
C. Résiliation en tout temps, résiliation pour justes motifs et adaptation du contrat.....	212
Section II. Coordination du contenu matériel	213
§ I. Utilité	213
§ II. Outils de coordination en général	214
A. Clauses de jonction.....	214
1. Clause de jonction en aval.....	215
a. Définition	215
b. Effets	215
2. Clause de jonction en amont.....	216
B. Contrat-cadre, contrat de coordination	218
§ III. Quelques domaines particuliers	219
A. Coordination des paiements	219
1. Paiement de la partie intermédiaire : clauses « pay when paid » et « pay if paid ».....	219
2. Paiement du sous-contractant.....	220
B. Coordination des clauses pénales	222
C. Quelques clauses particulières en droit de la construction ...	224
Section III. Coordination des règles de procédure.....	225

§ I.	Articulation des prétentions en procédure suisse.....	225
A.	Consortité passive simple.....	225
B.	Appel en cause.....	227
1.	Définition et conditions.....	227
2.	Utilité dans un complexe de contrats.....	229
3.	Inconvénients.....	230
C.	Dénonciation d'instance.....	231
§ II.	Coordination dans un contexte international.....	232
A.	Coordination des clauses de procédure.....	232
1.	Importance de la coordination.....	233
2.	Mise en œuvre.....	234
B.	Extension d'une clause compromissoire.....	235
C.	Appel en cause.....	238

Chapitre 3 : Droits directs et responsabilité des parties 241

Section I.	Notion de droit direct et problématique.....	241
§ I.	Définition.....	241
§ II.	Buts et utilité du droit direct.....	243
A.	Simplification des relations et réalité pratique.....	243
B.	Sauvegarde des droits du lésé.....	244
§ III.	Fondements des droits directs.....	246
Section II.	Droits directs légaux.....	246
§ I.	Contrat de bail.....	247
A.	Utilisation de la chose conforme au contrat principal.....	247
B.	Action en expulsion et indemnité pour occupation illicite....	248
C.	Droit de rétention (art. 268 al. 3 CO).....	249
D.	Sous-location fictive (art. 273b al. 2 CO).....	249
§ II.	Contrat de mandat : action directe du mandant.....	250
A.	Généralités.....	250
B.	Droits du mandant.....	251
1.	En général.....	251

2. Dommages-intérêts : réparation du dommage propre du mandant ?	252
a. Étendue du droit du mandant	252
b. Fondement du droit direct pour le dommage personnel du mandant	253
3. Exceptions et objections du sous-mandataire.....	255
§ III. Contrat d'entreprise.....	255
A. Absence de droit direct du maître d'ouvrage.....	255
B. Hypothèque légale des artisans.....	257
Section III. Aménagements contractuels exprès.....	257
§ I. Stipulation pour autrui parfaite.....	258
A. Stipulation pour autrui en général.....	258
1. Définition de la stipulation pour autrui	258
2. Objet.....	259
3. Conditions.....	260
4. Rapports entre les parties	261
a. Stipulant et promettant	261
b. Stipulant et tiers	261
c. Promettant et tiers.....	262
B. Stipulation parfaite comme fondement d'un droit direct.....	263
1. Utilité d'une stipulation parfaite dans un complexe de contrats	263
2. Admission d'une stipulation parfaite	264
a. Volonté des parties	265
b. Usage	266
c. Nature et but du contrat.	267
3. Droits du tiers bénéficiaire	268
a. Étendue des droits du bénéficiaire.....	268
b. Moyens de défense du débiteur.....	270
§ II. Cession de créances et cession des droits de garantie	271
A. Cession de créances en général.....	271
B. Cession des droits de garantie	272

1. Cession des droits à la réparation et au remplacement ...	272
2. Cessibilité des droits formateurs	274
§ III. Engagement indépendant (clause directe de garantie)	276
§ IV. Assignation, reprise de dette, porte-fort et garanties	277
A. Assignation sans réserve.....	277
B. Reprise cumulative de dette.....	278
C. Porte-fort et autres garanties.....	279

Section IV. Indemnisation du tiers en l'absence de clause

expresse.....	280
§ I. Problématique : cas de l'ATF 121 III 310.....	280
A. État de fait	281
B. Analyse du Tribunal fédéral	281
C. Constat.....	282
§ II. Stipulation pour autrui parfaite implicite	283
A. Intérêt de la stipulation pour autrui parfaite implicite	284
B. Accord implicite des parties.....	285
1. Intérêt du tiers à l'exécution de la prestation	285
2. Intérêt reconnaissable.....	286
C. Complètement du contrat et équité	288
§ III. Autres fondements de responsabilité	290
A. Effet protecteur du contrat à l'égard des tiers	290
1. Principe.....	290
2. Position de la jurisprudence et de la doctrine suisse.....	291
a. Question non tranchée par la jurisprudence.....	292
b. Opinions doctrinales	293
i) Opinions favorables.....	293
ii) Opinions défavorables	293
3. Application de la théorie aux complexes de contrats ?	295
B. Liquidation du dommage causé à un tiers et théorie du déplacement de l'intérêt	296
C. Responsabilité fondée sur la confiance.....	298
D. Vers un régime juridique des complexes de contrats ?.....	300

1. Quelques propositions de la doctrine	300
2. Opinion.....	301
Synthèse de la troisième partie.....	303
Conclusion.....	305
Section I. Contrats liés : une réalité économique entourée d'un flou juridique	305
Section II. Etapes de l'analyse et enseignements principaux.....	307
§ I. Clarification de la notion de contrats liés	307
§ II. Détermination du fondement du lien de dépendance	308
§ III. Etendue de la liaison et régime juridique des contrats complexes et des complexes de contrats	309
Section III. Constat final	312
Bibliographie	313
Table des matières	335